

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2023333-0001

Arrêté préfectoral complémentaire prescrivant la réalisation d'une tierce expertise au complément à l'étude de dangers d'août 2021 pour la société FRANCE LUZERNE à MESGRIGNY

—
La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre premier livre V du code de l'environnement et notamment l'article L. 181-13 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91/2473A du 20 août 1991 modifié autorisant les activités du site de MESGRIGNY ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08-3435 du 10 octobre 2008, notamment son article 2 prescrivant que les trappes des cellules de stockage soient fermées hors alimentation ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

VU le guide de l'état de l'art sur les silos de mai 2008 – Version 3 du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, pour l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU l'étude de dangers de la société FRANCE LUZERNE datant de l'année 2006 ;

VU les porter à connaissance reçus en août 2021, avril 2022 et septembre 2022 de la société FRANCE LUZERNE portant compléments à son étude de dangers et relatifs à une demande de modification de l'article 2 de l'arrêté complémentaire n° 08-3435 du 10 octobre 2008 ;

VU le rapport d'instruction du complément de l'étude de dangers de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement du 6 juillet 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception du 28 août 2023 ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier du 4 septembre 2023, par courriels des 22 septembre 2023 et 21 novembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que les éléments contenus dans le complément de l'étude de dangers transmis par l'exploitant restent insatisfaisants ;

CONSIDÉRANT qu'il subsiste ainsi des interrogations sur la maîtrise des risques ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire valider par un tiers expert les dispositions à prendre pour minimiser les risques d'explosions de poussières et de gaz de fermentation de luzerne ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 - Désignation de l'exploitant

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées au lieu-dit « Le Bailli » sur le territoire de la commune de MESGRIGNY par la société FRANCE LUZERNE, dont le siège social est situé Complexe Agricole Mont Bernard à CHALONS-EN-CHAMPAGNE, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Article 2 - Tierce expertise

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant doit soit réaliser une tierce expertise de l'étude de dangers portant sur les points définis à l'article 3, soit exploiter le silo les trappes fermées.

Le tiers expert est choisi d'un commun accord entre l'exploitant et l'inspection des installations classées.

Une réunion d'ouverture sera organisée avec le tiers expert avant de débiter l'expertise afin de préciser le cahier des charges de celle-ci.

Une réunion de clôture sera organisée pour exposer les conclusions de la tierce expertise.

Article 3 - Contenu de la tierce expertise

La tierce expertise devra notamment conclure sur :

- les conditions d'exploitation des cellules de stockage et des as de carreaux, notamment au regard des produits stockés (taux de rotation des pulpes de betterave déshydratées et granulés de luzerne...) et des cellules dénommées "hôpital" ;
- la pertinence et la validation des arguments apportés par FRANCE LUZERNE sur la position d'ouverture des trappes supérieures qui constituerait une mesure de prévention du risque d'auto-échauffement. Cette analyse doit, notamment, être abordée en fonction du taux de remplissage dans chaque cellule et as de carreaux ;

- le risque d'explosion primaire et sa probabilité d'occurrence dans les cellules et as de carreaux au regard du retour récent de l'accidentologie ;
- les conditions d'inertage à l'azote en cas d'auto-échauffement non maîtrisé dans le cas de l'ouverture permanente des trappes supérieures ;
- la suffisance des mesures de maîtrise des risques prévues par l'exploitant et leur caractère adapté au vu des conclusions du complément de l'EDD indiquées en page 51 de l'étude précitée ;
- La proposition de solutions alternatives permettant le découplage et la réduction des risques d'explosion de gaz de fermentation de la luzerne.

Le cas échéant, la tierce expertise doit conclure si l'étude de danger nécessite ou non une révision.

Article 4 - Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société FRANCE LUZERNE.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de MESGRIGNY pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de MESGRIGNY, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de MESGRIGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **29 NOV. 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.